



ACCORD-CADRE

LOCATION, MAINTENANCE DES FONTAINES A EAU SUR SECTEUR ET FOURNITURE DE GOBELETS POUR LE CENTRE POMPIDOU ET SES BATIMENTS ANNEXES

Numéro de consultation :
24-CP04-076-AC

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Procédure adaptée ouverte

Accord-cadre de services

En application du code de la commande publique issu de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 modifiés

Le présent document décrit les modalités et les conditions dans lesquelles les réponses des candidats doivent être apportées. Les candidats sont invités à en prendre connaissance avant la remise de leur dossier.

Date et heure limites de dépôt des offres :

MERCREDI 26 FEVRIER 2025 A 12 HEURES

Dépôt obligatoire par voie dématérialisée sur le profil acheteur

Date limite pour poser des questions : 18/02/2025

CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises est composé des pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation
- Le cadre de présentation des capacités financières, techniques et professionnelles intégrant :
 - L'identification du candidat
 - Les effectifs moyens du candidat pour chacune des 3 dernières années
 - Les chiffres d'affaires des trois derniers exercices
 - La présentation des références au cours des trois dernières années pour des volumes comparables à ceux du Centre Pompidou
- L'acte d'engagement valant cahier des clauses particulières de l'accord-cadre (document contractuel à remplir par le candidat) et son annexe ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) (document contractuel à remplir par le candidat) ;
- Décomposition de prix globale et forfaitaire (DQE) (document non contractuel à remplir par le candidat) ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) (document non contractuel à remplir par le candidat).

Ce document comporte 15 pages y compris la page de garde

S O M M A I R E

ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR	4
ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 3 – CARACTERISTIQUES DE L’ACCORD–CADRE	4
3.1 <u>NATURE DE L’ACCORD–CADRE</u>	4
3.2 <u>FORME DE L’ACCORD–CADRE</u>	4
3.3 <u>MONTANT DE L’ACCORD–CADRE</u>	4
3.4 <u>DUREE DE L’ACCORD–CADRE</u>	4
3.5 <u>RECONDUCTION</u>	4
ARTICLE 4 – PROCÉDURE DE PASSATION.....	5
ARTICLE 5 – ALLOTISSEMENT.....	5
ARTICLE 6 – VARIANTES – PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE.....	5
6.1 <u>VARIANTES</u>	5
6.2 <u>PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)</u>	5
ARTICLE 7 – MODALITÉS DE RÉPONSE	6
7.1 – <u>MODALITES DE REPONSE EN CAS DE GROUPEMENT</u>	6
7.2 – <u>MODALITES DE REPONSE EN CAS DE SOUS–TRAITANCE</u>	6
7.3 – <u>MODALITES DE REPONSE EN CAS DE PRISE EN COMPTE DE LA CAPACITE D’OPERATEURS ECONOMIQUES AUTRES QUE LES CO–TRAITANTS OU LES SOUS–TRAITANTS</u>	6
ARTICLE 8 – PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
8.1 – <u>LES DOCUMENTS RELATIFS A LA CANDIDATURE</u>	7
8.2 – <u>LES DOCUMENTS CONSTITUANT L’OFFRE</u>	8
ARTICLE 9 – CONDITIONS D’ENVOI ET DE REMISE DES PLIS.....	9
ARTICLE 10 – SÉLECTION DES CANDIDATS ET CHOIX DE L’OFFRE ECONOMIQUEMENT LA PLUS AVANTAGEUSE	11
10.1 – <u>OUVERTURE DES PLIS</u>	11
10.2 – <u>EXAMEN DES CANDIDATURES</u>	11
10.3 – <u>EXAMEN DES OFFRES</u>	12
10.4 – <u>DELAI DE VALIDITE DE L’OFFRE</u>	12
10.5 – <u>DISCORDANCES ENTRE LES PIECES</u>	12
ARTICLE 11 – MODALITES D’ATTRIBUTION DE L’ACCORD–CADRE	13
ARTICLE 12 – MODIFICATION DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	13
ARTICLE 13 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	13
ARTICLE 14 – TRAITEMENT DES INFORMATIONS COMPORTANT DES DONNEES PERSONNELLES.....	14
ARTICLE 15 – INTERDICTION D’ATTRIBUER OU D’EXECUTER DES CONTRATS DE LA COMMANDE PUBLIQUE AVEC LA RUSSIE.....	14
ARTICLE 16 – LANGUE FRANÇAISE.....	14
ARTICLE 17 – VOIES DE RECOURS.....	15

ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR

Pouvoir adjudicateur : Le Centre National d'Art et de Culture Georges Pompidou ;
Établissement Public Administratif de l'État ayant son siège 75191 Paris cedex 04

ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation porte sur un accord-cadre ayant pour objet des prestations de services **de location, maintenance des fontaines à eau sur secteur et fourniture de gobelets pour le Centre Pompidou et ses bâtiments annexes.**

ARTICLE 3 – CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

La nature des prestations et les spécificités techniques sont indiquées dans l'acte d'engagement valant cahier des clauses particulières (AE-CCP) ainsi que dans les pièces financières.

3.1 Nature de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est un accord-cadre de prestations de services.

3.2 Forme de l'accord-cadre

L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, conformément aux articles R2162-2 et suivants du code de la commande publique (CCP).

Code CPV	Libellé CPV
65111000-4	Distribution d'eau potable
51514110-2	Services d'installation de machines et d'appareils de filtration ou de purification de l'eau

3.3 Montant de l'accord-cadre

L'accord-cadre sera conclu sans montant minimum et avec un montant maximum annuel de 32 000€ HT pour la part forfaitaire et la part à prix unitaires comme suite :

Part forfaitaire : 30 000€ HT annuel

Part à prix unitaires : 2000€ HT annuel

3.4 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un (1) an à compter du 26 février 2025 ou sa date de notification si elle est postérieure.

Cette durée correspond à la période pendant laquelle le Centre Pompidou peut notifier des bons de commande au titulaire.

3.5 Reconduction

L'accord-cadre est reconductible trois (3) fois pour une durée d'un an par décision expresse prise par le pouvoir adjudicateur.

24-CP04-076-AC - RC

Le pouvoir adjudicateur prend par écrit la décision de reconduire le marché. Le Centre Pompidou notifie électroniquement au titulaire la décision de reconduction. La notification électronique peut prendre la forme d'un envoi par mail avec demande d'accusé de réception, ou d'une transmission via le profil acheteur du pouvoir adjudicateur. La notification de la décision de reconduction peut intervenir à tout moment pendant la période de validité du marché. A défaut d'une telle notification, le marché n'est pas reconduit. L'absence de reconduction ne peut donner lieu à aucune indemnité.

En cas de reconduction, la notification de la décision de reconduction précisera les documents qui devront être remis dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la notification, sous peine de résiliation du marché. Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

Nota important :

Une fermeture du Centre Pompidou pour travaux est envisagée pour une durée d'au moins 5 ans.

Selon le calendrier prévu à ce jour, la fermeture du bâtiment principal interviendra progressivement à compter de début 2025 en vue d'une fermeture totale au public à la fin de l'été 2025.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que le Centre Pompidou pourra, le cas échéant et en fonction de la situation de ladite fermeture, prendre une décision de :

- **Non reconduction (tacite) du marché à une date anniversaire de l'accord-cadre**
- **Reconduction (expresse) avec interventions dans un autre lieu parisien ou de la région parisienne sur un périmètre technique identique ou modifié**
- **Résiliation de l'accord-cadre**

ARTICLE 4 – PROCÉDURE DE PASSATION

La présente consultation est lancée selon une procédure adaptée ouverte en application des articles L2123-1 et R2123-1 1° du code de la commande publique.

ARTICLE 5 – ALLOTISSEMENT

Les prestations ne peuvent techniquement être alloties. En l'espèce, la dévolution en plusieurs lots risquerait de rendre techniquement plus difficile l'exécution des prestations mais risquerait surtout de la rendre financièrement bien plus coûteuse.

ARTICLE 6 – VARIANTES – PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE

6.1 Variantes

Les candidats ne sont pas autorisés à présenter des variantes.

6.2 Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)

La présente consultation ne prévoit pas de prestation supplémentaire éventuelle.

ARTICLE 7 – MODALITÉS DE RÉPONSE

Les entreprises peuvent répondre seules ou groupées et/ ou en présentant des sous-traitants ou d'autres opérateurs économiques dans les conditions suivantes :

7.1 – Modalités de réponse en cas de groupement

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale ; il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution de l'accord-cadre.

Néanmoins, dans ce cas :

- le groupement devra produire le formulaire DC1 présentant chaque entreprise constituant le groupement et habilitant l'entreprise mandataire à présenter le dossier ; ce document devra être produit en un seul exemplaire pour l'ensemble du groupement ; le DC1 est téléchargeable sur le site du MINEFE.
- et, chaque entreprise constituant le groupement devra fournir l'ensemble des documents et renseignements demandés dans l'avis de publicité pour la candidature.
 - ✓ Les candidats ne peuvent pas présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en agissant en qualité de membres de plusieurs groupements.
 - ✓ Dans le cas où les entreprises ont présenté leur candidature sous la forme d'un groupement momentané d'entreprises, le Centre Pompidou les informe qu'en cas d'attribution du marché à un tel groupement, la forme peut être solidaire ou conjointe avec mandataire solidaire.

Le Centre Pompidou n'impose aucune forme de groupement.

7.2 – Modalités de réponse en cas de sous-traitance

Pour justifier de ses capacités professionnelles ou techniques, le candidat peut demander que soient également prises en compte des capacités professionnelles et techniques d'un ou de plusieurs sous-traitants.

Le candidat présente son ou ses sous-traitant(s) en remettant un acte spécial de sous-traitance (DC4) téléchargeable sur le site de la DAJ (direction des affaires juridiques).

L'acte spécial de sous-traitance doit être signé conjointement par le candidat et son sous-traitant.

Il joint à cet imprimé de déclaration de sous-traitance les documents suivants :

- Le DC2 ou équivalent
- L'engagement écrit du candidat et du sous-traitant justifiant que ce dernier sera disponible pour l'exécution du marché sur toute sa durée

7.3 – Modalités de réponse en cas de prise en compte de la capacité d'opérateurs économiques autres que les co-traitants ou les sous-traitants

Le candidat peut demander, pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières concernant la prestation, que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques ou financières d'autres opérateurs économiques.

Dans ce cas, le candidat devra :

- justifier des capacités de ces opérateurs en produisant les renseignements exigés au stade des candidatures dans l’avis de publicité ;
- et
- justifier qu’il en disposera pour l’exécution de l’accord-cadre en produisant un engagement écrit de l’opérateur.

ARTICLE 8 – PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidats devront remettre obligatoirement un dossier de candidature en vue de la sélection des entreprises.

Le dossier de candidature comprend impérativement les documents et renseignements figurant dans l’avis d’appel public à la concurrence dans les conditions décrites dans le présent article.

Les documents remis par les candidats doivent être rédigés en langue française ou accompagnés d’une traduction en français certifiée conforme à l’original par un traducteur assermenté.

Les candidats devront remettre obligatoirement :

- Les documents relatifs à la candidature
- Les documents constituant l’offre

Il est précisé aux candidats que les documents transmis dans le cadre de cette consultation doivent :

- Être clairs, concis et précis
- S’en tenir à apporter des réponses aux questions posées et aux exigences formulées par le Centre Pompidou

8.1 – Les documents relatifs à la candidature

Les candidats devront remettre obligatoirement les documents et renseignements suivants :

RENSEIGNEMENTS D’ORDRE ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE :

- La lettre de candidature, DC1 ou DUME à compléter ;
- *En cas de candidature présentée par un groupement d’entreprises* : voir ci-dessus les modalités de réponse en cas de groupement ;
- *En cas de candidature présentée par une entreprise en situation de redressement judiciaire* : la copie du jugement prononcé ;
- *En cas de sous-traitant présenté dans le dossier (prestations sous-traitées égales ou supérieures à 600 euros T.T.C.)* : les documents listés à l’article 8.2 – Modalités de réponse en cas de sous-traitance, ci-dessus ;

RENSEIGNEMENTS PERMETTANT D’APPRECIER LES CAPACITÉS FINANCIÈRES, TECHNIQUES ET PROFESSIONNELLES DU CANDIDAT :

24-CP04-076-AC - RC

Le cadre de présentation des capacités financières, techniques et professionnelles intégrant :

- L'identification du candidat ;
- Les effectifs moyens du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années ;
- Les chiffres d'affaires des trois derniers exercices ;
- La présentation des références au cours des trois dernières années pour des volumes comparables à ceux du Centre Pompidou.

Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par le Centre Pompidou s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés dans l'avis de publicité pour apprécier sa capacité financière (exemple : attestation d'un commissaire aux comptes, déclarations de contrats en cours justifiant le futur chiffre d'affaires, compte de résultats etc...).

NB : le cadre de présentation est fourni dans le dossier de consultation.

8.2 – Les documents constituant l'offre

Le candidat devra remettre impérativement les documents suivants (*sous peine de rejet*) :

- 1. L'acte d'engagement valant cahier des clauses particulières** dûment complétés par le candidat ;
- 2. Un mémoire technique** décrivant de manière détaillée les points suivants :
 - la méthodologie et moyens d'intervention sur les fontaines (suivi informatisé des interventions) ;
 - les fiches techniques des fontaines à fournir, avec détail des composants importants,
 - le pourcentage de composants recyclables, les fiches techniques des filtres à charbon, ou tout autre équipement permettant de garantir la qualité de l'eau en sortie de fontaine ;
 - les fiches techniques de l'ensemble : distributeurs de gobelets propres et collecteurs de gobelets usagés avec le descriptif des fixations prévues sur les fontaines ;
 - exemple de rapport d'analyse bactériologique de l'eau. Les candidats sont invités à présenter un exemple de rapport réalisé par eux pour le compte de tiers autre que le Centre Pompidou et rendu anonyme en ce qui concerne leur client et les clauses de confidentialité ;
 - le candidat fournira dans la mesure du possible l'empreinte carbone nécessaire à la fabrication d'une fontaine ;
 - la méthode de transports et d'emballage des fontaines et la gestion des déchets.
- 3. Le bordereau des prix unitaires (BPU)**, dûment complété ;
- 4. Le détail quantitatif estimatif (DQE)** dûment complété ;
- 5. La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)** dûment complétée.

NB : dans le cadre de cette consultation, le pouvoir adjudicateur n'exige pas la signature électronique de l'acte d'engagement au stade de la remise des offres.

Avant la notification de l'accord-cadre, l'attributaire pourra cependant être invité à signer électroniquement l'acte d'engagement, conformément aux dispositions décrites en annexe au présent règlement, ou à remettre un acte d'engagement comportant une signature manuelle originale.

ARTICLE 9 – CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS

Important

Depuis le 1^{er} janvier 2010, conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, l'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est plus obligatoire.

Néanmoins, il est fortement recommandé aux candidats de créer un compte et de s'identifier préalablement sur la plateforme de dématérialisation avant de télécharger le dossier de consultation, pour être informés des rectificatifs/compléments qui lui seraient apportés, des éventuelles modifications de la consultation et des réponses apportées par le pouvoir adjudicateur aux questions posées par d'autres candidats. L'adresse courriel indiquée dans le formulaire de retrait sera utilisée comme seule voie d'information des candidats via la Plateforme sur les éventuelles modifications ou informations complémentaires indiquées ci-dessus. Il appartient aux candidats de relever leur courrier électronique sur une base régulière. Dès lors, la responsabilité du pouvoir adjudicateur ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée, s'il n'a pas consulté ses messages en temps utile, ou s'il a fait un retrait anonyme.

Les candidats qui ne s'identifieront pas préalablement ne pourront donc être alertés. En aucun cas, le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu responsable du manque d'information des candidats qui ne se seraient pas inscrits ou qui n'auraient pas téléchargé les mises à jour des documents modifiés.

Avertissement technique

En disposant d'une bande passante effective de 128 kbps, une minute est nécessaire pour télécharger un fichier de 1 Mo.

L'attention des candidats est donc attirée sur la durée d'acheminement des plis électroniques volumineux : c'est en effet la date et l'heure de fin d'acheminement qui font foi lors de la remise d'une réponse dématérialisée.

Les candidats sont donc invités à intégrer les marges de manœuvre nécessaires à leur processus de réponse et à tenir compte des délais d'acheminement.

Le Centre Pompidou ne peut être tenu pour responsable du délai d'acheminement d'un pli électronique.

Tout dépôt sur une plate-forme de dématérialisation, sur un site internet ou sur une adresse électronique autre que celle indiquée dans le présent document est nul et non avenu.

Les candidats disposent sur la plateforme indiquée ci-dessous du Centre Pompidou d'une aide pour les procédures électroniques qui exposent le mode opératoire relatif au dépôt des candidatures et des offres.

L'entreprise devra préalablement contrôler tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre par un antivirus tenu à jour. Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par le Centre Pompidou peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Signature électronique

Si les opérateurs économiques souhaitent apposer une signature, celle-ci est électronique. Le cas échéant, celle-ci est réalisée au moyen d'un certificat de signature électronique et dans les conditions de l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique et abrogeant l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics

Les candidatures et offres transmises par voie électronique ou envoyées sur support physique électronique sont signées par l'opérateur économique de façon à garantir l'identification du candidat.

Les fichiers constitutifs de la candidature et de l'offre du candidat doivent être signés avec la fonctionnalité de signature individuelle de documents accessible sur la plateforme : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Néanmoins, si le candidat utilise un autre outil pour signer électroniquement ses documents, celui-ci transmet, avec les documents signés, les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Ce mode d'emploi contient, au moins, les informations suivantes :

- 1° La procédure permettant la vérification de la validité de la signature ;
- 2° L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Signature en cas de sous-traitance ou de groupement

Signature en cas de sous-traitance :

Dans le cas où un sous-traitant est déclaré au stade de la candidature, celui-ci peut joindre un acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur le site de la direction des affaires juridiques). Cet acte spécial doit être signé conjointement par le candidat pressenti et son sous-traitant lors de l'attribution de l'accord-cadre.

Signature en cas de groupement :

Dans le cas de groupement autorisé de candidats, l'acte d'engagement et tout document nécessitant une signature devra être signé soit par le mandataire expressément désigné et tous les membres soit par le mandataire du groupement, s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises.

Conditions d'envoi et de remise des dossiers des entreprises :

Le pli doit être reçu par le Centre Pompidou au plus tard à la date et heure limites annoncées dans l'avis d'appel public à la concurrence et en page de garde du présent document, dans les conditions et aux adresses suivantes :

– par voie électronique sur le profil d'acheteur (PLACE) du Centre à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr

Il est possible d'envoyer également par voie papier une COPIE DE SAUVEGARDE, celle-ci devra être envoyée par courrier sous pli recommandé avec accusé de réception avec la mention « **COPIE DE SAUVEGARDE location, maintenance des fontaines à eau sur secteur et fourniture de gobelets pour le Centre Pompidou et de bâtiments annexes – NE PAS OUVRIR** » soit remise en main propre contre récépissé, à l'adresse suivante :

24-CP04-076-AC - RC

Centre Pompidou
Service de l'achat public
4 rue Brantôme
75191 PARIS

- soit déposée sur place contre récépissé en se présentant du lundi au vendredi sauf jours fériés, de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 17 h 00 **à la même adresse.**

Très important :

- ✓ L'attention des candidats est attirée sur le fait que les plis non parvenus à la date et heure limites ne seront pas pris en compte.
- ✓ Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des plis indiqué sur la page de garde.

Les candidats sont informés que la copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus au II de l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

ARTICLE 10 – SÉLECTION DES CANDIDATS ET CHOIX DE L'OFFRE ECONOMIQUEMENT LA PLUS AVANTAGEUSE

10.1 – Ouverture des plis

Seuls peuvent être ouverts les plis qui auront été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites de réception des offres annoncées dans l'avis d'appel public à la concurrence et sur la page de garde du présent document.

A l'issue de l'ouverture des plis, si le Centre Pompidou constate que des pièces dont la production est demandée sont absentes ou incomplètes, il pourra décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai unique pour tous les candidats.

10.2 – Examen des candidatures

L'analyse des candidatures sera faite selon les dispositions de l'article R.2143-3 à R.2143-16 et R.2144-1 à R.2144-7 du code de la commande publique au regard des seuls éléments fournis par les candidats.

A l'issue de l'examen des candidatures, le représentant du pouvoir adjudicateur éliminera :

- Les candidats en redressement judiciaire qui ne bénéficient pas d'un plan de redressement ou qui ne justifient pas avoir été habilités à poursuivre leurs activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché conformément à l'article L.2141-3 3° du code de la commande publique ;
- Les candidatures incomplètes qui, le cas échéant après mise en œuvre de la faculté dont dispose le pouvoir adjudicateur de demander des compléments, ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées à l'article R.2143-3 ou R.2141-4 du code de la commande publique ;
- Les candidats qui ne présentent pas des garanties professionnelles, financières et techniques suffisantes pour l'exécution de l'accord-cadre ;

24-CP04-076-AC - RC

- Les candidatures portant atteinte aux règles relatives à la liberté de prix et à la concurrence ;
- Les candidats sont informés que lorsque les candidatures sont transmises par voie électronique et sont rejetées en application de l'article R2144-7 du code de la commande publique, l'offre correspondante est effacée des fichiers du Centre Pompidou sans avoir été lue.

10.3 – Examen des offres

Le pouvoir adjudicateur pourra décider d'examiner les offres avant les candidatures conformément à l'article R. 2161-4 du code de la commande publique.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères et des sous-critères définis et pondérés comme suit :

Critères et sous critères par ordre d'importance	Pondération des critères et sous-critères (en points) sur 100
1. Prix des prestations	40
1.1 – Montant total de la DPGF pour la partie A	20
1.2 – Montant du DQE HT pour partie B	20
2. Valeur technique de l'offre <i>L'examen du critère se fera au regard du mémoire produit par le candidat</i>	50
2.1 – Citer les points forts des fontaines à eau	10
2.2 – Citer et expliquer les points positifs du dispositif de maintenance	20
2.3 – Méthodologie d'interventions et moyens mis en place	20
3. Caractéristiques environnementales	10
3.1 – Matériau recyclable constituant la fontaine	5
3.2 – Circuit de recyclage des fontaines à eau en fin de vie et fin de marché	5

A l'issue de l'examen des offres, seront éliminées les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées conformément aux dispositions de l'article L.2152-2 et R.2152-1 à R.2152-2 du code de la commande publique, le cas échéant après mise en œuvre de la faculté dont dispose le pouvoir adjudicateur de régulariser les offres.

10.4 – Délai de validité de l'offre

La durée de validité des offres est de 180 jours calendaire à compter de la date limite de remise des offres.

10.5 – Discordances entre les pièces

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées entre le bordereau des prix unitaires et les autres pièces de l'offre (DQE) les prix du BPU prévaudront et, le cas échéant, le DQE sera recalculé selon ces prix pour le jugement des offres.

En cas de discordances entre le prix global et forfaitaire porté à l'acte d'engagement et la décomposition de ce prix, seul le montant de l'acte d'engagement est contractuel et sera pris en compte lors de l'analyse des offres.

Dans cette hypothèse, de même qu'en cas d'erreur de multiplication, d'addition ou de report constatés dans les pièces financières, dans le cas où son offre serait sur le point

24-CP04-076-AC - RC

d'être retenue, le candidat concerné sera invité à mettre les pièces financières en conformité avec son acte d'engagement ; en cas de refus, son offre sera éliminée.

ARTICLE 11 – MODALITES D'ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE

Conformément au programme « dites-le nous une fois », permettant aux candidats de ne plus avoir à fournir un document lorsque celui-ci a déjà été transmis à une administration, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché, n'est pas tenu de fournir les certificats suivants :

- Le certificat attestant la souscription des déclarations et paiements prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales ;
- Le certificat attestant de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L 243-15 du code de sécurité sociale délivré par l'agence centrale des organismes de sécurité sociale ;
- Le certificat de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L 243-15 du code de sécurité sociale délivré par la mutuelle sociale agricole ;
- Le certificat de cotisation retraite délivrée par l'organisme Pro BTP.

Toutefois, en cas d'impossibilité de se procurer les certificats ci-dessus directement auprès des administrations ou organismes, le Centre Pompidou en demande communication au soumissionnaire dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue.

Si le soumissionnaire pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations demandés par le Centre Pompidou, son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du soumissionnaire sera prononcée par la personne habilitée à représenter le Pouvoir Adjudicateur qui présentera la même demande au soumissionnaire suivant dans le classement des offres.

L'attribution sera définitive lorsque le candidat aura fourni ces documents.

Le soumissionnaire établi à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

ARTICLE 12 – MODIFICATION DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Centre Pompidou se réserve le droit d'apporter, au plus tard 8 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres, des **modifications de détails** au dossier de consultation.

Le délai de 8 jours est décompté à partir de la date à laquelle ces modifications ont été envoyées aux entreprises candidates.

Si la date limite de remise des offres est reportée, cette disposition est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 13 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements d'ordre technique ou administratif qui leur seraient nécessaires au cours de l'examen du dossier de consultation et/ou de l'élaboration de leur réponse, les candidats devront faire parvenir au plus tard 8 jours calendaires avant la

24-CP04-076-AC - RC

date limite fixée pour la réception des offres une demande écrite sur la plateforme de dématérialisation : www.marches-publics.gouv.fr

Les réponses aux questions parvenues dans ce délai seront envoyées à tous les candidats au plus tard 6 jours avant la date limite pour la réception des offres.

Il ne sera répondu à aucune question orale.

ARTICLE 14 - TRAITEMENT DES INFORMATIONS COMPORTANT DES DONNEES PERSONNELLES

Les informations recueillies lors de la procédure et dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre font l'objet de traitements informatiques par le Centre Pompidou. Elles sont susceptibles de contenir des données permettant l'identification de personnes privées (nom, prénom, qualité ou fonction et coordonnées professionnelles des représentants du titulaire).

Ces données, ayant pour finalité d'assurer le suivi de la présente procédure et de permettre au Centre Pompidou de s'affranchir de ses obligations légales en matière de durée d'utilité administrative, sont conservées durant toute la durée nécessaire à l'exécution de la présente procédure et, le cas échéant, dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre. Elles sont destinées exclusivement aux membres de l'équipe projet du Centre Pompidou ainsi qu'aux agents de la Direction Juridique et Financière qui veillent au respect des procédures administratives.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, puis à compter du 25 mai 2018 au règlement (UE) 2016/679 dit « Règlement général sur la protection des données », les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement aux informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. Pour toute question relative à l'exercice de ces droits, vous pouvez écrire au Délégué à la Protection des Données du Centre Pompidou, à l'adresse suivante : dpo@centrepompidou.fr

ARTICLE 15 - INTERDICTION D'ATTRIBUER OU D'EXECUTER DES CONTRATS DE LA COMMANDE PUBLIQUE AVEC LA RUSSIE

Conformément au 23 de l'article 3 terdecies du règlement (UE) n° 2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n° 833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, les candidats sont informés que le Centre Pompidou ne pourra attribuer le présent marché public à :

- a) Un ressortissant russe, ou une personne physique ou morale, une entité ou un organisme établi en Russie
- b) Une personne morale, une entité ou un organisme dont plus de 50 % des droits de propriété sont détenus, directement ou indirectement, par une entité visée au point a)
- c) Ou une personne physique ou morale, une entité ou un organisme agissant pour le compte ou selon les instructions d'une entité visée au point a) ou b)

y compris, lorsqu'ils représentent plus de 10 % de la valeur du marché, les sous-traitants, fournisseurs ou entités aux capacités desquels il est recouru au sens des directives sur les marchés publics.

ARTICLE 16 - LANGUE FRANÇAISE

24-CP04-076-AC - RC

Tous les échanges écrits et verbaux sont effectués en langue française (France).

Le Centre Pompidou est en droit de ne pas examiner les candidatures et les offres qui ne seraient pas remis dans cette langue ou d'exiger une traduction française, s'il use de sa faculté de régularisation des candidatures et des offres.

ARTICLE 17 – VOIES DE RECOURS

L'instance chargée des procédures éventuelles de recours est :

Tribunal administratif de Paris
7, rue de Jouy | 75181 Paris cedex 04
Tél. : 01 44 59 44 00 | Fax : 01 44 59 46 46
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr
URL : <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

Les renseignements relatifs à l'introduction de recours peuvent être obtenus auprès de cette même instance.